

National Report on the implementation of the Programme of Action on small arms and light weapons (PoA) and the International Tracing Instrument (ITI)

Maroc
French
SUBMITTED

Chapitre 1 : Structure de coordination nationale

Sources	Question	Oui	Non	En cours de réalisation
Organe/mécanisme national de coordination				
Programme d'action II.4	1.1 Votre pays a-t-il créé un organe ou un mécanisme national de coordination ou un autre organe dont les tâches essentielles incluent le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2] a) Nonm de l'organe ou du mécanisme : Ministère de l'Intérieur/Direction des Affaires Générales (DAG) b) Adresse : Quartier Administratif, Hassan, Rabat c) Coordonnées : [M./Mme] Mr. i) Point de contact Edderei Naoufal ii) Numéro(s) de téléphone +212666996949/+212537214228 iii) Adresse électronique nedderei@interieur.gov.ma d) Composition i) Nombre d'hommes ii) Nonmbre de femmes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Point de contact au niveau national				
Programme d'action II.5 et 24	1.2 Votre pays a-t-il désigné un point de contact au niveau national chargé de faire la liaison pour les questions liées à l'application du Programme d'action ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2.3] 1.2.1 Coordonnées : [M./Mme.] Mr. a) Nonm Edderei Naoufal b) Institution ou organisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Ministère de l'Intérieur/Direction des Affaires Générales (DAG)

c) Adresse

Quartier Administratif, Hassan, Rabat

d) Numéro(s) de téléphone

+212666996949/+212537214228

e) Adresse électronique

nedderei@interieur.gov.ma

Instrument de traçage 25	1.2.2 Le point de contact au niveau national désigné ci-dessus est-il aussi chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

Instrument de traçage 25	1.2.3 Si la réponse à la question 1.2.2 est « Nonn », votre pays dispose-t-il d'un point de contact chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	---	--------------------------	--------------------------	--------------------------

Dans l'affirmative, veuillez préciser :

[M./Mme.]

a) Nonn

b) Institution ou organisme

c) Adresse

d) Numéro(s) de téléphone

e) Adresse électronique

Plan d'action national

Document final RevCon3 II.A.5.60	1.3 Votre pays dispose-t-il d'un plan d'action national sur les ALPC ? [Dans l'affirmative, joindre ce plan en pièce jointe – télécharger]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--	--------------------------	--------------------------	--------------------------

Objectifs nationaux

Конференци и по обзору	1.4 Votre pays a-t-il fixé des objectifs nationaux concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Exemples d'objectifs nationaux]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---------------------------	--	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

1.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser

- L'Etablissement d'une nouvelle loi sur les armes à feu au Maroc ; -
L'Etablissement d'une base de données nationale permettant un suivi permanent
de toute les opérations concernant les armes à feu, leurs détenteurs ainsi que les
affaires y afférentes.

Année cible

Chapitre 2 : Fabrication

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
	2.1 Des ALPC sont-elles fabriquées dans votre pays ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.2]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Programme d'action II.2	2.1.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.1.2]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.1.1.1 <input type="checkbox"/> Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent la fabrication d'ALPC dans votre pays.		
	2.1.1.2 Votre pays autorise-t-il la fabrication d'ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.3	2.1.1.3 La fabrication illégale d'ALPC est-elle érigée en infraction pénale dans votre pays ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage lors de la fabrication			
Programme d'action II.7 ; Instrument de traçage 8a	2.2 <input type="checkbox"/> Votre pays exige-t-il qu'un marquage soit appliqué sur les ALPC au moment de leur fabrication ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.3]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8a	2.2.1. What information is included in the marking (check relevant boxes)?		
	a) Nonm du fabricant	<input type="checkbox"/>	
	b) Pays de fabrication	<input type="checkbox"/>	
	c) Numéro de série	<input type="checkbox"/>	
	d) Année de fabrication	<input type="checkbox"/>	
	e) Type/modèle d'arme	<input type="checkbox"/>	
	f) Calibre	<input type="checkbox"/>	
	g) Autres renseignements	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Instrument de traçage 10	2.2.2 Sur quelle partie de l'arme le marquage est-il appliqué ?		
	2.2.3 Y a-t-il des exceptions à l'obligation de marquage des ALPC au moment de leur fabrication ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.2.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :		

Tenue des registres par les fabricants

Programme d'action II.9;				
Instrument de traçage 11	2.3 Votre pays exige-t-il des fabricants qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.4.4]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Instrument de traçage 12a	2.3.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)			
	a) Quantité d'ALPC fabriquées	<input type="checkbox"/>		
	b) Type ou modèle d'ALPC fabriqué	<input type="checkbox"/>		
	c) Marquage appliqué aux ALPC fabriquées	<input type="checkbox"/>		
	d) Opérations (par exemple : vente d'ALPC fabriquées et marquées)	<input type="checkbox"/>		
	e) Autres :	<input type="checkbox"/>		
	[Veuillez préciser]			
Instrument de traçage 12a	2.3.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de fabrication ? [Veuillez préciser]			
Mesures prises pendant la période considérée				
Programme d'action II.6	2.4 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui fabriquent illégalement des ALPC (ex : fabrication artisanale par exemple) ? Dans la négative, veuillez passer à la question 2.5]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	2.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser (ex : lancement de poursuites)			
Assistance internationale				
Programme d'action III.6	2.5 <input type="checkbox"/> Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives concernant la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.1]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	2.5.1 Dans l'affirmative, de quel type d'assistance avez-vous besoin ?			
	2.5.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Chapitre 3 : Transferts internationaux

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.2 et 12	3.1 ☐ Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II. 11	3.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC <input type="checkbox"/> Le Dahir du 11 mars 1936 portant prohibition de l'importation, de l'exportation, du transit et du transbordement du matériel de guerre ; <input type="checkbox"/> Le Dahir du 31 mars 1937, réglementant l'importation, le commerce, le port, la détention et le dépôt d'armes et de munitions, tel qu'il a été modifié par les Dahirs du 26 mai 1939, 8 juillet 1941, 19 février 1949, 18 septembre 1954, 3 septembre 1955 et 15 avril 1957; <input type="checkbox"/> Le Dahir du 2 septembre 1958, sur la répression des infractions à la législation relative aux armes, munitions et engins explosifs; <input type="checkbox"/> Le Dahir du 28 mai 2003, portant promulgation de la loi n°03-03 relative à la lutte contre le terrorisme. <input type="checkbox"/> Le Dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) approuvant le code des douanes ainsi que des impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects.		
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.2 Une personne ou une entité qui transfère des ALPC doit-elle être munie d'une licence ou de toute autre autorisation pour les importer ou les exporter ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.3	3.3 Le commerce d'ALPC sans licence ou sans autorisation, ou d'une manière contrevenant aux termes d'une licence ou d'une autorisation constitue-t-il une infraction pénale dans votre pays ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.4 Quels documents votre pays exige-t-il pour autoriser l'exportation d'ALPC vers un autre pays ?		
Programme d'action II.12	a) Un certificat d'utilisation finale du pays importateur [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.4 b] i) Quels éléments figurent sur le certificat d'utilisation finale de votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	1) Description détaillée (type, quantité, caractéristiques) des ALPC ou de la technologie	<input type="checkbox"/>	
	2) Numéro de contrat ou référence et date de la commande	<input type="checkbox"/>	
	3) Pays de destination finale	<input type="checkbox"/>	
	4) Description de l'utilisation finale des ALPC	<input type="checkbox"/>	
	5) Renseignements sur l'exportateur (Nom, adresse et Nom de l'entreprise)	<input type="checkbox"/>	

- 6) Renseignements sur l'utilisateur final (Nom, titre, adresse et signature originale)
- 7) Renseignements sur d'autres parties participant à l'opération
- 8) Authentification de l'utilisateur final par les autorités publiques compétentes
- 9) Date d'émission
- 10) Autres renseignements :
- [Veuillez préciser]

b) D'autres documents concernant l'utilisateur final :

Octroi de licences ou d'autorisations

- Programme d'action II.12 3.5 Votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats d'utilisation finale ou autres documents concernant l'utilisateur final qui lui sont fournis ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.6]

3.5.1 Veuillez préciser :

Octroi de licences ou d'autorisations

- 3.6 Votre pays dispose-t-il de mesures visant à empêcher la falsification et l'utilisation abusive de certificats d'utilisation finale ou d'autres types de documents concernant l'utilisateur final ?

3.6.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

Contrôles effectués après la livraison

- 3.7 Lorsqu'il exporte des ALPC, votre pays exige-t-il un certificat de vérification de livraison attestant que les ALPC ont été livrées à l'utilisateur final voulu ou à l'importateur voulu dans l'État importateur ?

Contrôles effectués après la livraison

- 3.8 Après l'exportation, votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats de vérification de livraison qui lui sont fournis ?

3.8.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:

Contrôles effectués après la livraison

- 3.9 Lorsqu'il importe des armes, votre pays accorde-t-il au pays exportateur le droit d'effectuer un contrôle physique au point de livraison ?

Marquage à l'importation

- Instrument de traçage 8b 3.10 Votre pays exige-t-il que les ALPC importées dans le pays soient marquées au moment de l'importation ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.11]

3.10.1 Qui est responsable du marquage des ALPC ?

le fabricant

3.10.2 Quels sont les renseignements qui figurent sur le marquage à l'importation ?
(Cochez les cases correspondantes)

- a) Pays importateur
- b) Année d'importation
- c) Autres renseignements :
- [Veuillez préciser]

Fabricant (marque), type, calibre et n° de série.

3.10.3 Y-a-t-il des dérogations à l'obligation de marquage des ALPC ?

3.10.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

3.10.4 Si les ALPC importées ne portent pas de marquage distinctif à leur arrivée, votre pays exige-t-il que le marquage soit apposé à ce moment-là ?

3.10.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

Un poinçonnage est systématiquement effectué, au moment de l'inventaire de la réception sur les armes livrées sans marquage.

Conservation des informations

Programme
d'action II.9 ;
Instrument 12

3.11 Votre pays exige-t-il des exportateurs et importateurs d'ALPC qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.12]

3.11.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)

- a) Quantité d'ALPC vendues
- b) Type ou modèle d'ALPC vendu
- c) Marquage figurant sur les ALPC transférées
- d) Opérations
- i) Identité du vendeur/de l'acheteur
- ii) Pays où les ALPC doivent être livrées ou achetées
- iii) Date de livraison
- e) Autres renseignements :
- [Veuillez préciser]

3.11.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de transfert ?

Indéfiniment

[Veuillez préciser]

Détournement

Document final RevCon 3	3.12. Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à des transferts internationaux ? 3.12.1 Nonnombre de cas de détournement liés à des transferts internationaux 3.12.1.1 Veuillez préciser	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mesures prises pendant la période considérée			
Programme d'action II.6	3.13 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui transfèrent illégalement des ALPC (ex : des poursuites) ? 3.13.1 Veuillez préciser : L'importation des armes autres que celles de guerre et de leurs munitions est soumise à une autorisation préalable délivrée par la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) : - Lorsque lesdites armes et munitions sont importées par des non résidents au Maroc, leur admission temporaire est accordée au vu de l'autorisation délivrée par le service local relevant de la DGSN ; - En absence du document légal justifiant la possession d'armes, ces derniers ainsi que leurs munitions sont saisies ou confisquées en douane et elles sont remises sans délai et contre décharge, par procès verbal aux responsables locaux de la sûreté Nationale.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Assistance internationale			
Programme d'action III.6	3.14 <input type="checkbox"/> Votre pays souhaite-t-il demander une aide pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.1] 3.14.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ? 3.14.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 4 : Courtage

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.14	4.1 ☐ Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives régissant le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.2]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent le courtage d'ALPC dans votre pays.		
	4.1.2 Votre pays exige-t-il l'immatriculation des courtiers en ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.3 Votre pays exige-t-il la délivrance d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation pour toute opération de courtage ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux, par. 44	4.2. Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.2.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les activités suivantes celles qui sont réglementées quand elles sont entreprises en rapport avec des activités de courtage d'ALPC (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Servir d'intermédiaire ou d'agent	<input type="checkbox"/>	
	b) Fournir une assistance technique	<input type="checkbox"/>	
	c) Fournir des services de formation	<input type="checkbox"/>	
	d) Fournir des services de transport	<input type="checkbox"/>	
	e) Fournir des services de fret	<input type="checkbox"/>	
	f) Fournir des services de stockage	<input type="checkbox"/>	
	g) Fournir des services de financement	<input type="checkbox"/>	
	h) Fournir des services d'assurance	<input type="checkbox"/>	
	i) Fournir des services d'entretien	<input type="checkbox"/>	
	j) Fournir des services de sécurité	<input type="checkbox"/>	
	k) Fournir d'autres services :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Mesures prises pendant la période considérée			
Document final RevCon3	4.3 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus se livrant au courtage illicite d'ALPC (ex : lancement de poursuites) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.3.1. Details: [if yes]		

II. A.1(c)20

- Programme d'action III.6
- 4.4 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de lois, de règlements ou de procédures administratives sur le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.1]
- 4.4.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?
- 4.4.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Chapitre 5 : Gestion des stocks

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.17	5.1. Votre pays dispose-t-il de Normes et procédures de gestion et de sécurisation des stocks d'ALPC détenus par l'armée, la police ou tout autre organe autorisé ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.17	5.1.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les points suivants ceux qui figurent dans ces Normes et procédures. (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Choix des sites	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Mesures physiques de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Contrôle de l'accès aux stocks	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Inventaire et tenue des registres	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Formation du personnel	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Sécurité, comptage et contrôle des ALPC détenues ou transportées par des unités opérationnelles ou du personnel autorisé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Procédures et sanctions en cas de perte ou de vol	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Autres :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Excédents			
Programme d'action II.18	5.2 Lorsque des stocks sont considérés comme excédentaires, quelles mesures prend votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Il déclare officiellement l'excédent	<input type="checkbox"/>	
	b) Il met les armes hors service	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Il enregistre les type, lot et numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Il stocke les armes séparément	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Il prend d'autres mesures :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Excédents			
Programme d'action II.18	5.3 Pour l'élimination des stocks en excédent, lesquelles des méthodes ci-après peuvent être utilisées ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Destruction	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Vente à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	c) Don à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	d) Transfert à un autre organisme d'État	<input checked="" type="checkbox"/>	

- e) Vente à des civils
- f) Vente ou transfert à des personnes morales (ex : musée, société privée de sécurité, etc.)
- g) Autres :
- [Veuillez préciser]

Détournement

- Document final RevCon 3 II.A.1(c)2 0
- 5.4 Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à la gestion des stocks nationaux ?
- 5.4.1 Nonmbre de cas de détournement liés à la gestion des stocks
- 5.4.1.1 Détails

Mesures prises pendant la période considérée

- Programme d'action II.19 5.5 Pendant la période biennale considérée, votre pays a-t-il détruit des stocks en excédent ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.4]
- 5.5.1 Combien d'ALPC ont été détruites ?
- i) Première année de la période considérée (2018)
- ii) Deuxième année de la période considérée (2019)

- Document final RevCon3 II. A.3(b)46
- 5.5.2 Avez-vous des exemples de pratiques optimales concernant la destruction (notamment sur les méthodes de destruction [brûler, fondre, couper, écraser, autres : veuillez préciser]) ?

Assistance internationale

- Programme d'action II.29 ; III.6
- 5.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de normes et de procédures concernant la gestion des stocks ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.5]
- 5.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?
- Fourniture de rayonnage et de magasin automatique de stockage des ALPC ;
- Formation du personnel sur les nouvelles techniques de gestion de stockage des ALPC.
- 5.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ?

Assistance internationale

Programme d'action III.6 et 14	5.7. Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de destruction d'armes ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.7.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	-Attribution des moyens mobiles de découpe de nouvelle génération ; -Formation du personnel sur les nouvelles techniques de démilitarisation ; -Participation à des séminaires en la matière.		
	5.7.2 <input type="checkbox"/> Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 6 : Collecte

Sources	Question	Oui	Non
---------	----------	-----	-----

Collection

Document

final RevCon
3 II.B.1

6.1 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il collecté des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.2]



6.1.1 Combien d'ALPC ont été collectées ? [Si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]



i) Première année de la période considérée (2018)

113

ii) Deuxième année de la période considérée (2019)

114

6.1.1.1 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC collectées ?

	6.1.1 ALPC collectées	
Année	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
6.1.1. ALPC collectées	113	114
6.1.1.1 Mesures prises		
a) Les armes ont été marquées		
b) Les armes ont été inscrites au registre		
c) Les armes ont été détruites		
d) Une demande de traçage a été émise		
e) Autres mesures : (veuillez préciser)]Expertise et enregistrements des empreintes balistiques; Vérifications des antécédents aux niveau de la base de données		
f) Aucune mesure n'a été prise (les armes ont seulement été stockées)		

6.1.1.2 Si une ventilation plus détaillée des ALPC collectées est disponible, veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
a) Combien d'ALPC ont été saisis ?	82	93
b) Combien d'ALPC ont été remises ?	05	00
c) Combien d'ALPC ont été trouvées ?	26	21

6.1.1.3 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC saisis, remises ou trouvées ? Veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	ALPC saisis		ALPC remises		ALPC trouvées	
	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
6.1.1.2. ALPC saisis / remises / trouvées	82	93	05	00	26	21
6.1.1.3 Action taken						
a) Marked						
b) Recorded						
c) Destroyed						
d) Trace request issued						
e) Other action: [specify]						
f) Non action taken (only stored)						

6.1.1.4 Précisions (par exemple, type d'armes) [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Les armes et munitions saisies ou confisquées par l'Administration des Douanes sont remises ainsi que le contrevenant, sans délai et contre décharge aux responsables locaux de la Sûreté Nationale pour complément d'enquête. Cette remise est sanctionnée par l'établissement d'un procès verbal auquel est jointe la contre décharge délivrée par les services régionaux de la Sûreté Nationale.

Assistance internationale

Programme d'action III.6

6.2 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de collecte d'ALPC illicites ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.1]

6.2.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

6.2.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Chapitre 7 : Marquage et conservation des informations

Sources	Question	Oui	Non
Marquage			
Instrument de traçage 8d	7.1 Votre pays prend-il des mesures pour s'assurer que toutes les ALPC dont disposent les forces armées et les forces de sécurité gouvernementales pour leur propre usage sont dûment marquées ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.2] 7.1.1 Veuillez décrire les marquages appliqués aux stocks détenus par l'État. Des numéros de série uniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8c	7.1.2 Au moment de leur transfert à des civils ou à des sociétés privées sur votre territoire, les stocks de l'État sont-ils marqués pour indiquer que c'est votre pays qui les a transférés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage			
Instrument de traçage 8e	7.2 Votre pays encourage-t-il les fabricants d'ALPC à concevoir des dispositifs qui empêchent d'enlever ou d'altérer les marquages ? 7.2.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage			
RevCon3 II.A.4	7.3 Dans sa pratique du marquage, votre pays tient-il compte de l'évolution des techniques de fabrication, de la technologie et des techniques de conception des ALPC (par exemple, les armes modulaires, l'utilisation de nouveaux matériaux et l'impression en 3D) ? 7.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Informations sur les pratiques nationales de marquage			
Instrument de traçage 31	7.4 En application du paragraphe 31 de l'Instrument international de traçage, les États fournissent les informations suivantes, qu'ils mettent à jour si besoin: a) pratiques nationales en matière de marquage, notamment les marques utilisées pour indiquer le pays de fabrication et/ou le pays d'importation, le cas échéant		
Document final RevCon3 III.E.20	Ces informations doivent être communiquées à l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour qu'elle les incorpore dans ses bases de données (www.interpol.int/INTERPOL-expertise/Databases).		
Conservation des informations			
Programme d'action II.9	7.5 <input type="checkbox"/> Votre pays dispose-t-il de normes et procédures concernant la tenue de registres pour toutes les ALPC marquées présentes sur son territoire ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.6]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7.5.1 Quelles informations concernant les ALPC sont conservées par l'État (ex : fabrication, courtage, licences d'importation ou d'exportation octroyées, ventes à d'autres États, armes détenues par des organismes d'État comme les forces armées, etc.) ?

Numéros de contrats, fournisseurs, numéros de série, dates d'acquisition et affectations successives.

Instrument de traçage 12a et b

7.5.2 Combien de temps le gouvernement conserve-t-il ces informations ? [Veuillez préciser]

Instrument de traçage 13

7.5.3 Les sociétés qui cessent leurs activités (de fabrication, d'importation ou d'exportation d'ALPC) sont-elles tenues de transférer au gouvernement tous les registres qu'elles détiennent ?

Assistance internationale

Programme d'action III.6 ; Instrument de traçage 27

7.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer ses capacités dans le domaine du marquage et/ou de la tenue de registres ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.1]

7.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

-Fourniture des équipements de marquage de nouvelle génération ; -Formations et assistance technique sur l'emploi de ces équipements.

7.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

Chapitre 8 : Traçage international

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.10 ; Instrument de traçage 14 et 24	8.1 Votre pays dispose-t-il de procédures permettant de procéder au traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 25 et 31a	8.2 Quel est l'organisme public chargé de présenter une demande de traçage à un autre pays ? Les différents organismes chargés de l'application de la loi, notamment, la Direction Générale de la Sécurité Nationale, la Gendarmerie Royale, La Direction des Douanes et Impôts Indirects, le Département des Eaux et Forêts et ce, Via le Bureau Central National.		
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 17	8.3 Quels renseignements l'organisme désigné fait-il figurer dans une demande de traçage ? (Cochez les cases correspondantes) a) Les circonstances dans lesquelles l'ALPC a été trouvée b) Les motifs pour lesquels l'ALPC est considérée comme illégale ou illicite c) L'usage prévu des informations demandées d) Tout marquage sur l'ALPC e) Le type et le calibre de l'ALPC f) Autres renseignements : [Veuillez préciser]	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Technologies de traçage			
Document final RevCon3 III.F.25	8.4 Votre pays a-t-il utilisé des technologies pour améliorer le traçage des ALPC illicites ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Coopération avec INTERPOL			
Programme d'action II.37; Instrument de traçage 33	8.5 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il coopéré avec INTERPOL en matière de traçage des ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Assistance internationale			

Programme d'action III.9	8.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des procédures de traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 9.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.36 et III.6 ; Instrument de traçage 27	8.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ? La mise à la Disposition de la Direction Générale de la Sûreté Nationale des bases de données de références des armes à feu ; La formation en matière d'expertise des armes à feu ; La formation en matière de la recherche et de la constatation des infractions relatives aux armes à feu ; La formation en matière d'identification des armes à feu.		
	8.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 9 : Coopération et assistance internationales

Sources	Question	Oui	Non
	Assistance demandée, reçue ou fournie		
Programme d'action III.3 et 6	<p>9.1 Pendant la période considérée, outre l'assistance demandée ou reçue évoquée aux chapitres 2 à 8, votre pays a-t-il demandé, reçu ou fourni une assistance aux fins de l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 10.1]</p> <p>9.1.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser dans quels domaines (Cochez les cases correspondantes).</p> <p>a. Création ou désignation d'un mécanisme national de coordination ou d'un point de contact au niveau national, et plan d'action national</p> <p>a) Nature de l'assistance :</p> <p style="padding-left: 20px;">i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p style="padding-left: 20px;">ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance :</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :</p> <p>e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :</p> <p>b. Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)</p> <p>a) Nature de l'assistance :</p> <p style="padding-left: 20px;">i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p style="padding-left: 20px;">ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance :</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :</p> <p>e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :</p> <p>c. Renforcement des capacités et formation</p> <p>Reçu</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Reçu

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

Formation en matière de : - Contrôle douanier aux frontières et lutte contre le trafic illicite des ALPC; - Marquage et traçage des ALPC; - Gestion et sécurité des armes et munitions.

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

05 jours

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

Union Européenne en coordination avec la Ligue des Etats Arabes

d. Application des lois

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

e. Douanes et frontières

Reçu

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Reçu

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

Formation en matière de contrôle douanier aux frontières et lutte contre le trafic illicite des ALPC

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

05 jours

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

Union Européenne en coordination avec la Ligue des Etats Arabes

f. Recherche

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

g. Questions relatives à la problématique femmes-hommes (femmes, hommes, filles et garçons)

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

h. Sensibilisation

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

i. Criminalité organisée, trafic de drogues et terrorisme

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

j. Autres :

Veillez préciser :

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

Chapitre 10 : Informations relatives à la problématique femmes-hommes et informations complémentaires

Sources	Question	Oui	Non
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final RevCon3	10.1. Votre pays prend-il en considération la problématique femmes-hommes ? [Dans l'affirmative, cochez la case correspondante]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.1.1 Faire mieux comprendre les effets du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes et les hommes (formation, ateliers, analyse par sexe)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.74	10.1.2 Promouvoir la participation et la représentation réelles des femmes à la prise de décision et aux activités de planification et de mise en œuvre liés au Programme d'action, y compris leur participation aux commissions nationales sur les armes de petit calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BMS6.I.61	10.1.3 Envisager sérieusement d'accroître le financement des politiques et des programmes qui tiennent compte des différentes façons dont les armes légères et de petit calibre touchent les femmes, les hommes, les filles et les garçons.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.4 Intégrer la problématique femmes-hommes dans les activités de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.5 Mettre en commun les données d'expérience, les enseignements tirés et les pratiques optimales s'agissant de la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les mesures et programmes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.A.5.65	10.1.6 Veiller à ce que les autorités nationales compétentes en matière d'armes de petit calibre travaillent en coordination avec celles chargées de l'égalité des sexes en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.7 Veiller à ce que les autorités nationales travaillent en coordination avec les groupes de femmes de la société civile en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.8. Others. Specify:		
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final RevCon3	10.2 Votre pays collecte-t-il des données ventilées par sexe sur les ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.2.1 Détails :		
Informations complémentaires - Principales difficultés rencontrées et possibilités offertes			
[ITI 31]	10.3 Avez-vous d'autres commentaires à faire sur le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, notamment sur les principales difficultés rencontrées et les possibilités offertes liées à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument, ainsi que sur les lois, réglementations et procédures administratives nationales ?		

a) Détails :

b) Veuillez télécharger ou joindre des fichiers supplémentaires (par exemple, un avis concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, un plan d'action national, des propositions de projets, une liste des projets exécutés et des contributions financières fournies) :